

● (1720)

Et pis est, le gouvernement de la Saskatchewan veut restreindre les droits de gens qui chérissent la liberté, de gens qui sont venus s'installer au Canada pour y laisser leur marque, pour améliorer leur sort et celui de leur famille. Il a, en effet, constitué un comité chargé d'étudier la taille des exploitations agricoles afin de restreindre le droit de propriété dans cette province. C'est une intrusion dans la vie privée. Je sais que cela n'intéresse guère les députés d'en face, ces champions de l'intervention de l'État, puisque le discours du trône annonce la création de quatre nouvelles sociétés de la Couronne.

**M. Broadbent:** En Alberta?

**M. McKnight:** Quatre autres sociétés de la Couronne, monsieur l'Orateur, puis ils prétendent que la population ne veut pas être gouvernée davantage, mais réclame un gouvernement plus efficace. Si la situation ne change pas, le gouvernement ne sera pas plus efficace, mais plus coûteux.

J'entends un député néo-démocrate m'interroger au sujet de l'Alberta. En effet, que dire de l'Alberta? Les citoyens de la Saskatchewan connaissent ce qu'est la bureaucratie, car nous avons proportionnellement plus de fonctionnaires que toute autre province à l'ouest de l'Ontario. En Ontario, cette proportion est de 0.99 p. 100, au Manitoba, de 1.13 p. 100, en Colombie-Britannique, de 1.42 p. 100 et en Alberta, de 2.41 p. 100 tandis qu'en Saskatchewan, 2.79 p. 100 de la population travaillent pour le gouvernement.

**Une voix:** C'est une bande de socialistes!

**M. McKnight:** Oui, monsieur l'Orateur, je crois bien que c'est une bande de socialistes!

Dans le discours du trône, on dit que le ministère des Postes va devenir une société de la Couronne. Apparemment, c'est une toute nouvelle idée. Si ma mémoire est fidèle, un député de notre parti avait fait une étude du ministère des Postes et avait recommandé qu'on en fasse une société de la Couronne, monsieur l'Orateur, et si notre gouvernement n'avait pas été renversé, nous aurions donné suite à cette recommandation.

J'aimerais parler de la situation actuelle en Saskatchewan, monsieur l'Orateur. Je sais que le ministre des Postes (M. Ouellet) ne comprend rien au service postal de la Saskatchewan. Il comprend peut-être comment fonctionne la poste à Papineau et à Montréal, mais il ne peut savoir ce qu'il en est dans les régions rurales de la Saskatchewan. Les locaux occupés par les bureaux de poste, les conditions de travail des employés sont lamentables...

**Une voix:** C'est pathétique!

**M. McKnight:** Quelqu'un a dit pathétique. Je me servirai donc des deux mots. Je mets le ministre des Postes au défi d'aller jeter un coup d'œil à certains de ces bureaux de poste et d'y trouver des toilettes propres ou un seul local accueillant, je le mets au défi d'aller dans ma circonscription de Kindersley-Lloydminster et d'y trouver un seul bureau de poste où des employés puissent travailler confortablement, dans un milieu agréable.

*L'Adresse—M. McKnight*

Mais vous n'avez pas entendu le pire de toute l'histoire. Il est maintenant question qu'ils ferment le samedi et pendant le repas de midi. En Saskatchewan, les habitants des régions rurales font vingt milles ou plus pour aller chercher leur courrier. Celui ou celle qui doit parcourir une telle distance pour aller chercher son courrier aimerait bien en profiter pour faire quelque chose d'autre. Du point de vue économique et social, la fermeture des bureaux de poste le samedi en Saskatchewan sonnera le glas de certaines petites localités. Je sais que le ministre des Postes se préoccupe de la qualité de la vie dans les nouvelles banlieues et en ville et de la distribution quotidienne du courrier à domicile. Mais si on nous fait payer 17c. en Saskatchewan et dans les régions rurales du Canada pour une lettre ou une carte postale, il faut au moins que le bureau de poste soit ouvert pour que nous puissions aller chercher notre courrier. Je voudrais bien que le ministre aille visiter ces bureaux de poste; en fait, il pourrait même passer une journée dans l'un d'eux.

Je vais citer un exemple de la patience des habitants de la Saskatchewan. Dans une lettre datée du 8 avril 1980, le conseil municipal de Landis m'a appris que le gouvernement fédéral envisageait de rénover le bureau de poste de Landis depuis 1964. Les habitants de l'endroit ont envoyé une pétition en 1978 demandant qu'on rénove les locaux et, jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont reçu aucune réponse leur disant quand les travaux commenceraient. Ils sont patients; ils ne sont pas pressés; après tout, il n'y a que douze ans qu'ils attendent et, dans encore douze ans, ils auront toujours le même bureau de poste et, j'en suis sûr, signeront une nouvelle pétition.

Doit-on s'étonner que les Canadiens de l'Ouest aient le sentiment d'être aliénés? Doit-on s'étonner en voyant le mépris grossier qui ressort du discours du trône à l'égard des aspirations régionales, que des Canadiens soient si mécontents, qu'ils aient envie de quitter la confédération, de ne plus faire partie du Canada? Dans la région d'où je viens nous sommes inquiets. Pour que les députés d'en face et le gouvernement comprennent que le problème ne concerne pas qu'une seule région de notre pays, je voudrais lire un extrait de la *Gazette* de Montréal du 15 avril. Je cite:

Selon lui, 32 p. 100 des Canadiens de l'Ouest sont favorables au maintien du statu quo contre 33 p. 100 au Québec; 58 p. 100 des Canadiens de l'Ouest sont favorables à un changement, qu'il s'agisse d'un fédéralisme renouvelé ou de l'indépendance, contre 59 p. 100 au Québec; et 10 p. 100 des Canadiens de l'Ouest sont en faveur du rattachement aux États-Unis contre 8 p. 100 au Québec.

Ces chiffres de la Canada West Foundation sont fournis par Stanley Roberts, l'ancien chef du parti libéral au Manitoba.

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Je dois malheureusement interrompre le député, car son temps de parole est écoulé. Il peut poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre.

**Des voix:** D'accord.

**Une voix:** Parlez-nous donc de Dick Collver.

**M. McKnight:** Je tiens à vous remercier, monsieur l'Orateur, ainsi que tous les députés. Je serai bref. Je vais tenter d'exprimer ce que je pense et ce que je ressens à l'égard de notre pays.